

**Procès-Verbal du Comité syndical
intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la
Régie Velib'**

Séance du 14 décembre 2018

Le quatorze décembre deux mille dix-huit, à 13 heures 30, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation de la Régie Velib', dûment convoqué le sept décembre 2018, s'est réuni à l'Hôtel de Ville du 12^e arrondissement, 130 avenue Daumesnil 75012 Paris, sous la présidence de Mme Catherine Baratti-Elbaz.

Nombre de délégués en exercice :	71
Nombre de personnalités qualifiées extérieures en exercice :	2
Nombre de délégués présents ou représentés :	48 dont 14 pouvoirs
Personnalité qualifiée extérieure présente :	0

Étaient présents :

Titulaires :

Mme France Bernichi (Alfortville), M. Jean-Michel Arberet (Arcueil), M. Thierry-Michel Isoard (Asnières-sur-Seine), M. Bruno Tudor (Bagneux), M. Boujemaa El Kasmi (Bondy), Mme Françoise Schoeller (Bourg-la-Reine), M. Samuel Besnard (Cachan), M. Pascal Turano (Charenton), M. Bernard Accart (Courbevoie), M. Christophe Bernier (Gennevilliers), M. Fatah Aggoune (Gentilly), M. Boutaïeb Kaddani (Joinville-le-Pont), Mme Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), M. Christophe Paquis (Les Lilas), Mme Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Mme Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Mme Catherine Pilon (Montreuil), Mme Marie-José Rambeau (Montrouge), M. Jean-Jacques Pasternak (Nogent-sur-Marne), Mme Catherine Baratti-Elbaz (Paris), M. Christophe Najdovski (Paris), M. Jean-Marie Ballet (Puteaux), Mme Monique Bouteille (Rueil-Malmaison), Mme Cécile Ranguin (Saint-Denis), M. Alain Guetrot (Saint-Maurice), M. Patrice Pattée (Sceaux), M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine), Mme Christine Bruneau (Grand Paris Seine Ouest), M. Hervé Lievre (Grand Paris Seine Ouest), M. Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

Suppléants avec voix délibératives :

M. Patrice Marchal (Nanterre), M. Dominique Lebrun (Saint-Cloud), Mme Tiffany Culang (Saint-Mandé), M. Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés).

Excusés ayant donné pouvoir :

M. Jean-François Monino (Aubervilliers) à Cécile Ranguin, M. Henri Vincent (Bois-Colombes) à Bernard Accart, M. Yves Fuchs (Champigny-sur-Marne) à Jean-Marc Bourjac, M. Serge Kehyayan (Clamart) à Monique Bouteille, M. Hervé Hemonet (Colombes) à Geneviève Gaillabaud, M. Stéphane Prat (Ivry-sur-Seine) à Christophe Bernier, M. Rodéric Aarsse (Malakoff) à Jean-Michel Arberet, M. Philippe Lebeau (Pantin) à Catherine Pilon, Mme Marie-Michelle Phojo (Romainville) à Boujemaa El Kasmi, M. Jean-Marc Szmargad (GPSO) à Bernard Roche, M. Antoine Dupin (GPSO) à Hervé Lievre, M. Gauthier Mougin (GPSO) à Christine Bruneau, M. Patrick Ollier (MGP) à Catherine Baratti-Elbaz, M. Daniel Guiraud (MGP) à Christophe Najdovski.

Assistaient également à la séance :

Mmes Ghislaine Geffroy, directrice du Syndicat, Fabienne Puig, directrice de l'administration générale et des ressources humaines, Mélody Tonolli, directrice de la communication et du marketing, MM. Malik Salemkour, directeur juridique et de la commande publique, Florent Texier, directeur des finances, Olivier Bonnefoy, directeur des services techniques, et Pierre Rapeau, chargé de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Régie Velib'**) de la séance du 7 novembre 2018
2. Informations :

- Avenant n°4 relatif aux modalités financières Velib'
- Avenant n°5 relatif au montant du marché 2018 Smovengo

3. Avis requis sur :

Modification des montants des contributions 2018 au Syndicat
Décision modificative n°3 du budget annexe 2018 Régie Velib'
Montant des contributions 2019

4. Point divers

- Informations à date du service public Velib'

La Présidente a ouvert la séance à 13 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme France Bernichi est désignée secrétaire de séance.

1 - Approbation du procès-verbal de la séance du 7 novembre 2018

La Présidente s'enquiert d'éventuels commentaires concernant le procès-verbal de la séance du 7 novembre 2018.

En l'absence d'observations, le procès-verbal du Comité Syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 7 novembre 2018 est adopté à l'unanimité.

2 - Informations

- Avenant n°4 relatif aux modalités financières Velib'
- Avenant n°5 relatif au montant du marché 2018 Smovengo

La Présidente rappelle qu'entre chaque Comité syndical, une réunion est organisée par les équipes du Syndicat avec les DGS des collectivités afin notamment d'aborder les sujets qui seront traités en Comité syndical. Elle ajoute qu'elle a adressé à tous les Maires et Présidents des collectivités adhérentes une lettre afin de les informer des sujets inscrits à l'ordre du jour de cette séance.

Concernant Velib', plusieurs décisions modificatives sont proposées tenant compte des discussions menées avec Smovengo et des demandes des membres. La première mesure concerne les communes n'ayant pas eu de stations ouvertes en 2018 : elles n'auront pas de participation financière à verser. La seconde mesure concerne la mise en place d'un règlement au *pro rata temporis* en fonction de la date d'ouverture des stations sur les territoires. Il y aura 4 tarifs en fonction des trimestres d'ouverture des stations en 2018. Ces deux mesures vont baisser la facture totale due à Smovengo de plus de 50 %. Elle rappelle la participation de la Métropole du Grand Paris (MGP) pour les stations hors-Paris et félicite les équipes du Syndicat pour les échanges menés depuis de nombreux mois avec Smovengo. L'accord n'est valable que pour 2018 et un équilibre reste à trouver entre les sommes que le Syndicat doit payer et les pénalités prévues pour Smovengo. La contribution pour 2019 doit être fixée aujourd'hui de manière à pouvoir préparer les éléments utiles au Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) qui aura lieu en janvier 2019. La Présidente donne ensuite la parole à Mme Geffroy.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) souligne que l'année 2018 a été particulière concernant Velib', accusant notamment de faibles recettes par rapport aux prévisions et un service diminué. A la suite des discussions avec Smovengo, 18 millions sont à payer au lieu de plus de 40 millions prévus cette année. Cette somme à payer est le résultat d'un versement moindre pour le service et de l'application des pénalités pour Smovengo. Ces deux mesures doivent se concrétiser de façon administrative par deux actes. L'avenant 5 permet de modifier le montant total du marché qui a été fixé sur 15 ans avec une participation annuelle. L'avenant 4 concerne des dispositions techniques comme la modalité de forme des factures : ce sont des modalités pratiques qui permettent au Syndicat de travailler avec son prestataire et qui ne remettent pas en cause l'économie générale du marché. Ce travail sur les recettes et les dépenses conduit à équilibrer les contributions des communes avec une base fixe pour l'ensemble des communes ayant une station Velib' en 2018. Seul Paris, ne bénéficiant pas de la contribution de la MGP paiera plus.

M. Florent Texier (Directeur des finances) rappelle que pour les contributions Velib', il y a 4 tarifs différents selon le trimestre d'ouverture des stations. Hors Paris, cela s'étale de 2100 € à 8250 € par station. Il existe un solde de 1500 € pour le fonctionnement du Syndicat. Il rappelle que les communes hors Paris sont surtout concernées par les montants à partir du deuxième trimestre.

Concernant la décision modificative, la recette des collectivités baisse de 9,6 millions d'Euros. 2 millions d'Euros sont rajoutés à la suite de la signature de la convention avec la ville de Paris pour le remboursement des quote-part des abonnements de Velib' 1. On constate une baisse des recettes usagers de plus de 10 millions d'Euros, soit 3 millions d'euros pour l'année 2018. En dépense, la diminution du montant du marché négociée pour 2018 est prise en compte.

Concernant la fixation des contributions 2019, il y a un montant de 20 000 € par station pour Paris et 10 000 € pour les communes hors Paris avec la prise en charge de 10 000 € par la MGP. Ces cotisations seront révisables en fonction des recettes usagées constatées au cours de l'année 2019.

La Présidente donne la parole aux membres.

Mme Catherine Pilon (Montreuil) renouvelle ses remerciements pour l'envoi du courrier préalable. Elle pense que cela participe à une bonne circulation des informations, en supplément des réunions organisées par le Syndicat. Elle souhaite savoir si le trop perçu par le Syndicat pour la cotisation Velib' lors de l'appel du mois de juin pourrait faire l'objet d'écritures comptables pour payer la participation au service Autolib'.

M. Jean-Marc Bourjac (Vitry-sur-Seine) se félicite car, d'une part, le 18 décembre, sa ville verra l'ouverture de 7 stations sur les 15 prévues sur son territoire et, d'autre part, l'évolution de la contribution financière lui paraît être une belle avancée. Il félicite le Syndicat et ses membres pour être parvenu à ce résultat.

Mme Sophie Deschiens (Levallois) remercie la Présidente d'avoir écouté et défendu les intérêts des membres du Comité syndical et mis en place le principe du *prorata temporis* qu'elle-même avait demandé.

M. Fatah Aggoune (Gentilly) remercie la Présidente pour la prise en compte des demandes. Il souhaite savoir si le *prorata temporis* concerne l'ouverture électrique de la station ou son ouverture simple. Il demande aussi si des discussions ont été entreprises pour 2019 concernant les stations restant à ouvrir.

M. Bruno Tuder (Bagneux) remercie la Présidente pour la prise en compte des demandes sur le *prorata temporis* pour les cotisations.

Mme Ghislaine Geffroy (Directrice du Syndicat) précise que la contraction des dépenses et des recettes Velib' et Autolib' est impossible au vu des règles de Droit public. Sur les modalités pratiques, le Syndicat sera amené à faire des modifications selon les situations. Des titres ont déjà été annulés pour certaines communes.

Elle décrit plusieurs typologies de communes :

- Celles qui ont déjà entièrement payé leurs contributions et qui devront faire l'objet d'écritures comptables et l'émissions de nouveaux titres ;
- Celles qui n'ont rien payé : le premier titre sera annulé et un deuxième sera émis ;
- Celles qui ont payée en partie et suivant la situation, se retrouvent dans l'une ou l'autre situation.

Elle rappelle que M. Florent Texier reste à la disposition des collectivités pour toute question comptable. Elle indique que dans le cadre du *prorata temporis*, le trimestre pris en compte est celui de la date d'ouverture des bornes Vélib' au public. Concernant 2019, l'accord intègre le fait que l'ensemble des stations seront ouvertes avant le 31 mars et que ce serait une année de fonctionnement normal du service : il ne sera pas possible de mettre en place le *prorata temporis*.

On peut espérer des recettes plus importantes et ne pas devoir appeler aux collectivités le montant maximum pour le reste à charge par station. La contribution sera appelée en deux parties en 2019 : une première rapidement et une seconde partie en fonction des recettes.

La Présidente indique que des stations sont encore à ouvrir jusqu'au 31 mars. Elle précise que sur certaines, le Syndicat reste en attente de la confirmation des adresses avant le 31 décembre pour ouvrir ces stations à temps. Elle informe aussi avoir demandé au prestataire une étude technique concernant le maillage au 31 mars 2019 afin d'émettre des propositions d'ouverture de nouvelles stations. Après, le Syndicat pourrait proposer à certaines collectivités adhérentes l'ouverture de nouvelles stations permettant une meilleure qualité de service et une meilleure régulation. On s'aperçoit d'une diminution des stations sur les communes ayant eu Velib' 1 : il pourrait être pertinent d'en créer des nouvelles. Dans Paris, certains endroits mériteraient un maillage intensifié. Il est important que les collectivités commencent à y réfléchir car quelques mois seront nécessaires pour leur ouverture. Elle précise avoir reçu des demandes de maires de communes non adhérentes qui souhaiteraient l'être. Le principe est de ne pas mettre à mal l'équilibre économique du service mais de le renforcer.

M. Boujemaa El Kasmi (Bondy) souligne qu'il ne bénéficiera pas de l'une des 1400 stations déployées avant la fin mars. Il voudrait savoir si sa commune pourra bénéficier des stations au second trimestre.

La Présidente lui confirme qu'en principe, oui.

3 - Délibérations

3.1 Avis sur la modification des montants des contributions 2018 au Syndicat (délibération VM 2018 15)

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'interventions supplémentaires, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité sur la modification des montants des contributions 2018 pour l'exercice de la compétence Velib' qui sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : de 12 100 € à 18 250 € par station, soit 1 500 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation :
 - 16 750 € si la station a ouvert au premier trimestre ;
 - 14 700 € si la station a ouvert au second trimestre ;
 - 12 650 € si la station a ouvert au troisième trimestre ;
 - 10 600 € si la station a ouvert au quatrième trimestre.
- Pour les collectivités hors Paris : de 2 100 € à 8 250 € par station, soit 1 500 € liés aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et pour la contribution inhérente aux coûts d'exploitation :
 - 6 750 € si la station a ouvert au premier trimestre ;
 - 4 700 € si la station a ouvert au second trimestre ;
 - 2 650 € si la station a ouvert au troisième trimestre ;

- 600 € si la station a ouvert au quatrième trimestre.

3.2 Avis sur la décision modificative n°3 du budget annexe 2018 Régie Velib' (délibération VM 2018 16)

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'interventions supplémentaires, le Comité syndical, intervenant en substitution du Conseil d'exploitation après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité sur la décision modificative n°3 du budget annexe 2018 régie Velib' arrêtée comme suit :

Section de Fonctionnement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
011	611	13 800 000 €			
	6226		20 000 €		
023	023		15 000 €		
70	70688			10 589 004,73 €	
74	74748			9 600 000 €	
	74758			1 580 000 €	
77	7711				4 000 000 €
	778				2 000 000 €
TOTAL		13 800 000 €	35 000 €	21 769 004,73 €	6 000 000 €

Section d'investissement :

CHAPITRE	ARTICLE	DEPENSES		RECETTES	
		DEDUIRE	AJOUTER	DEDUIRE	AJOUTER
021	021				15 000 €
20	2051		15 000 €		
TOTAL			15 000 €		15 000 €

3.3 Avis sur le montant des contributions 2019 (délibération VM 2018 17)

La Présidente donne la parole aux membres.

En l'absence d'interventions supplémentaires, le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation, après en avoir délibéré, EMET UN AVIS FAVORABLE à l'unanimité sur les montants des contributions obligatoires sont arrêtés selon les modalités suivantes :

- Pour la Ville de Paris : 20 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 18 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation ;
- Pour les collectivités hors Paris : 10 000 € par station soit 1 200 € liées aux dépenses de fonctionnement du Syndicat pour la compétence Velib' et 8 800 € au titre de la contribution inhérente aux coûts d'exploitation.

Ces montants seront constatés en recettes du budget de fonctionnement du budget annexe de la régie Velib' 2019.

Ces montants pourront être ajustés en fonction des recettes usagers encaissées par le Syndicat. Le cas échéant, le reliquat à financer sera réparti entre les collectivités au prorata du nombre de stations implantées sur leur territoire.

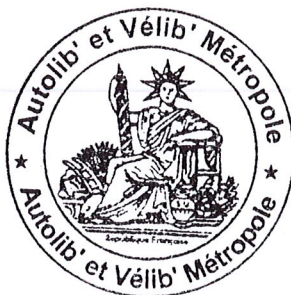
4 - Point Divers

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance à 14 heures 12.

La Secrétaire,



France Bernichi



La Présidente,



Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement